

Entre légalité et légitimité.

La propagande actuelle, sans scrupule, en faveur du président sortant, ou plus précisément ouvertement hostile à son adversaire, dans la presque totalité des médias, me laisse entrevoir, sans grand risque de me tromper, sa réélection. Cette réélection ne se fera pas sans quelques conséquences vraisemblablement préjudiciables à la vie politique, à la démocratie et, au bout du compte, à notre pays.

Je ne me focalise pas sur les programmes dont nous savons qu'ils sont, en grande partie, des ambitions présentées cherchant à flatter ou à tenter le maximum de citoyens et excluant les débats fondamentaux. Pour cela ils sont grandement modifiables au gré des circonstances et de la réalité rencontrée. De plus l'élection ne résultera pas de leur lecture et de leur comparaison **mais d'a priori et de caricatures obscurcissant l'intelligence et l'objectivité.**

Je regarderai plutôt les suites possibles de ce qu'il faut bien appeler une manipulation. Si le président actuel est reconduit il le sera, vraisemblablement, avec entre 50 et 55% des suffrages exprimés. En face de lui la candidate, Mme Le Pen, aura attiré à elle un peu moins de la moitié des votes. Nous pourrions dire, dans un constat élémentaire, que la démocratie aura joué son rôle et que la règle de la majorité s'est appliquée.

Si mon hypothèse se réalise je pense que la situation sera en fait bien plus complexe.

Madame Le Pen aura reçu des voix très largement d'adhésion et très accessoirement d'hostilité seule à M. Macron. Quant à celui-ci il aura été élu avec les 27% d'électeurs qui se sont déterminés pour lui au premier tour, quelques électeurs de madame Péresse et sans doute entre 15 ou 20% d'apports de votants de gauche et d'extrême gauche qui lui auront apporté leurs voix par répulsion du RN mais sûrement pas par ralliement à sa vision libérale, otanienne et européenne, ni pour le regard qu'il porte sur le peuple. Ils l'auront fait au nom d'une animosité artificiellement entretenue, d'une haine viscérale incompatible avec la sérénité nécessaire à ce type d'élection.

Au résultat vrai, monsieur Macron sera un président légal mais totalement illégitime, car il aura une opposition, certes hétéroclite, mais bien réelle et rageuse, qui se révélera vite. Elle représentera 65 à 75% des Français, couvrant un éventail allant des deux extrêmes et passant aussi par des modérés réfutant sa politique et sa façon de faire. Paradoxalement, madame Le Pen, battue, serait plus légitime que lui avec un électorat bien plus homogène. Je me demande donc quel équilibre politique va trouver monsieur Macron. Il sera bien évidemment obligé de faire des concessions à monsieur Melenchon, arrivé troisième au premier tour, qui aura, en fait, permis sa réélection. Or nous savons que la communauté musulmane votante a fait le score des Insoumis... Ces

compromis s'ajouteront à une politique qui jusqu'à ce jour est bien loin d'avoir satisfait la population.

Pourra t-il agir sans provoquer la colère de ceux qui n'auront pas voté pour lui ou voté pour lui par haine de son adversaire ?

Ceux de monsieur Mélenchon accepteront-ils longtemps de voir mener une politique qui, dans les faits, ne sera pas conforme à leurs intérêts et souhaits ? En face, chez les partisans de madame Le Pen, il est certain que la défaite va exacerber des sentiments de duperie dont les suites sont difficilement prévisibles.

Quant aux abstentionnistes représentant près de 25% du corps électoral, dont nombreux auraient voté blanc si ce type de vote était reconnu, ils rallieront inévitablement le camp des déçus.

Au total, monsieur Macron sera réélu avec une base d'adhésion que j'estime entre 18 à 20% du corps électoral...

Une minorité risque encore de gouverner la France.

Cependant n'oublions pas que les élections de nos députés vont suivre l'élection présidentielle. Il est probable que le parti LREM ne puisse obtenir la majorité, tant cette fois monsieur Macron a perdu l'image fabriquée qui lui avait permis, après avoir radié monsieur Fillon, de paraître, en 2017, pour un jeune président d'avenir et, ainsi, de recevoir la confiance des électeurs lors des législatives. Son bilan est aujourd'hui très contesté et les municipales ont valu une défaite cinglante à son parti.

Nous risquons ainsi d'élire une assemblée nationale à la composition bariolée qui traduira les fractures du pays avec des majorités de circonstance qui ne seront pas du bord du président réélu.

L'avenir est incertain et inquiétant, mais nous ne sommes pas à l'abri d'un miracle !

Henri ROURE